

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Martinique, Guadeloupe :

Possibilité d'un choix de développement responsable sur la base des caractéristiques de l'ESS Antillaise

de JEAN Muriel, doctorante à l'Université des Antilles, pôle Martinique

Résumé :

Dans le cadre de notre recherche doctorale, nous envisageons une stratégie du changement où l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est l'élément au cœur de notre méthodologie ; c'est un travail d'économie politique.

L'état de l'art de la question nous informe d'une part de l'absence de travaux spécifiques sur l'Économie Sociale & Solidaire de Martinique et Guadeloupe (ESS antillaise), d'autre part, à l'échelle nationale, dans les travaux pouvant s'apparenter à cette thématique de recherche de co-construction, de l'usage privilégié de la méthodologie de type recherche-action, d'observation participative, avec un échantillonnage précis d'organismes d'ESS vivant cette co-construction sur leurs territoires.

Cette dynamique d'ESS n'existant pas à ce même niveau de développement sur notre terrain d'étude, notre méthodologie s'adapte à cet état des lieux.

Ainsi, après avoir mis en évidence les principes et pratiques qui animent l'Économie Sociale & Solidaire martiniquaise et guadeloupéenne, notre recherche s'applique à réfléchir à une praxis adaptée accompagnant un passage vers un développement responsable. Pour ce faire, nous étudierons comment la coopération, au sens du faire ensemble par une mise en commun volontaire, autour d'un projet, peut en être le moteur.

L'objectif de ce travail est donc de réfléchir, et faire réfléchir, à la place de l'ESS dans ces territoires, en proposant une méthodologie offrant la possibilité d'une transition vers un développement responsable s'appuyant sur un repensé économique où la co-construction stimule la coopération entre organismes de l'ESS, avec les pouvoirs publics et, possiblement, des entreprises de l'économie dite classique conscientes des enjeux sociétaux et environnementaux. Cette transition permettant de passer, sans heurts, de sociétés payant les conséquences de choix économiques défavorables au plus grand nombre et à l'environnement, à une économie de société du bien-vivre-ensemble, respectueuse tant du terreau culturel dans lequel elle s'épanouit, que de l'environnement et des humains qui vivent sur ces territoires.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Within the framework of our doctoral research, we envisage a strategy of change where the Social and Solidarity Economy (SSE) is the core element of our methodology. It is a work of political economy.

The literature on the subject of the question informs us, on the one hand, of the absence of specific works on the Social Solidarity Economy of Martinique and Guadeloupe (Caribbean SSE), and on the other hand, on a national scale, in the works that can be related to this research theme of co-construction, of the privileged use of the methodology of action-research type, of participative observation, with a precise sampling of SSE organizations living this co-construction on their territories.

As this SSE dynamic does not exist at the same level of development in our study area, our methodology is adapted to this situation.

Consequently, after highlighting the principles and practices that drive the Social Solidarity Economy in the Martinican and Guadeloupean territories, our research applies to reflect on an adapted praxis accompanying a transition to responsible development. To do this, we will study how cooperation, in the sense of doing together through voluntary pooling, around a project, can be the driving force.

The objective of this work is, therefore, to think, and to make think, about the place of the SSE in these territories, by proposing a methodology offering the possibility of a transition towards a responsible development based on an economic rethinking where the co-construction stimulates the cooperation between organizations of the SSE, with the public authorities and, possibly, companies of the so-called traditional economy conscious of the societal and environmental stakes. This transition will allow us to pass, without any clashes, from societies paying the consequences of economic choices unfavorable to the majority and to the environment, to an economy of society of well living together, respectful of the cultural soil in which it blossoms, as well as of the environment and of the human beings who live on these territories

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Communication

La Martinique comme la Guadeloupe sont des territoires qui concentrent nombres des problématiques actuelles : un chômage de masse, une problématique de mal consommation qui engendre, entre autres, problèmes de santé, abondance de déchets, fort peu de production locale, etc. Tout en étant pour bonne partie les conséquences de ces problématiques d'orientation économique, nous avons à ajouter à ce tableau, des problématiques sociales et sociétales structurelles. Ces constats ont déjà alimenté des études d'institutions, de cabinets de conseils et chercheurs.euses étudiants l'héritage de choix de développement économique de ces territoires passés d'une économie coloniale à celle d'une départementalisation orientée vers le développement d'une société de consommation. Cet état des lieux, récurrent, incite à s'inscrire dans un changement, non pas seulement de dosage et accompagnement du paradigme économique actuel, mais d'une évolution vers d'autres paradigmes aptes à répondre aux urgences climatiques, environnementales et sociales qui se posent à l'espèce humaine pour sa pérennisation, donc non pas seulement dans une réflexion de développement durable mais plus d'écodéveloppement¹.

En effet, le concept d'écodéveloppement, outre sa définition spécifique incluant la dimension territoriale et culturelle, par son adaptabilité aux territoires et au contexte, nous semble mieux entrer en convergence avec le fonctionnement de l'Économie Sociale & Solidaire où les organisations, qui la mettent en œuvre, s'appliquent à correspondre aux besoins et manques du territoire sur lequel elles se déploient, mais est également mieux réfléchi pour être un socle d'appui des choix d'avenir, du fait de sa plasticité, dans l'accompagnement des changements nécessaires de paradigmes.

C'est donc en ayant à l'esprit cet impératif que s'inscrit notre réflexion d'une méthodologie offrant une transition vers la possibilité d'un développement responsable.

Lorsque l'on plonge le regard dans la culture martiniquaise et guadeloupéenne, on (re)découvre qu'il y a des usages qui permettent d'avoir de l'espoir sur l'avenir, un choix possible d'avenir responsable, s'appuyant sur un socle de pratiques infusant dans la culture populaire. Pour cela, il faut que cette possibilité économique, qui existe depuis bien longtemps et qui n'est ressenti que comme une alternative à la pauvreté et règne du système D, soit conscientisée pour ce qu'elle est : une opportunité sociétale. Ce travail a donc pour ambition, outre sa contribution à la recherche nationale et mondiale sur l'Économie Sociale & Solidaire (ESS), de permettre, en Martinique et Guadeloupe, à cette alternative d'être pleinement valorisée par ses premiers promoteurs, les organismes de l'ESS, conscientisée et promue par les décideurs, et, ainsi, pleinement (ré)appropriée par les populations pour que ces territoires s'offrent à choisir cette possibilité de développement responsable adapté. C'est dans cette perspective d'un travail de recherche sur la question du changement d'échelle de l'Économie Sociale & Solidaire dans les Caraïbes françaises ("ESS Antillaise") que notre travail de thèse, en cours, s'inscrit.

¹ Définie par Sachs qui après avoir défini son concept en 1972, le précise en 1994 en le définissant par cinq dimensions : objectifs sociaux, conditionnalité environnementale, viabilité économique, dimensions culturelles et territoriales.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

La première partie de ce travail œuvre à définir les caractéristiques de cette "ESS Antillaise" (à savoir, plus précisément, martiniquaise et guadeloupéenne) sur lesquelles s'appuyer. La seconde partie, qui est l'objet de cet article, s'inscrit dans un axe de travail proposant des outils de possibilité de mise en œuvre de cette transition, grâce à la coopération², inspirée des propos de H.Amblard, P.Bernoux, G.Herreros, Y-F Livianau³ où « la notion (de coopération) implique une idée de réciprocité et de mutualité. », à savoir faire ensemble au service du Commun des Communs qu'est le "bien vivre-ensemble".

Les changements de paradigmes en cours, tant au niveau économique que sociétal, dans les sociétés martiniquaises et guadeloupéennes, sont l'occasion de réfléchir, et faire réfléchir, à l'opportunité de passer d'un héritage de l'économie coloniale à une économie du bien-vivre-ensemble, respectueuse tant de l'environnement que des humain-e-s qui vivent sur /dans ces territoires.

Cette période de transition, dans laquelle nous nous inscrivons, est une période d'opportunité pour les organismes de l'ESS, puisque les sociétés sont à la recherche d'alternatives, d'innovations permettant de remédier aux problématiques existantes tout en se projetant vers une nécessaire promesse d'avenir. Cette période se vit bien au-delà de ces territoires et, en nos qualités de chercheurs-euses, nous sommes parmi les premier-e-s à les percevoir, donc à pouvoir les rendre sensible au plus grand nombre, pour que ces choix soient faits, plus largement, en conscience.

La coopération, entre organismes de l'ESS, mais également avec les pouvoirs publics et, possiblement, entreprises de l'économie dite classique conscientes de la nécessité de s'inscrire dans une démarche d'utilité sociale et environnementale (RSE/RSO), nous semble être le meilleur outil à notre disposition, s'inscrivant dans une dynamique apprenante où tous les acteurs-ices engagé-e-s sont à égalité. Dans le terme "coopération" nous entendons des processus de faire ensemble ayant pour finalité de parvenir, selon les cas, à réaliser un projet particulier, à favoriser une meilleure structuration des organismes de l'ESS et plus largement des dynamiques économiques par domaine d'activité (existant ou devant répondre aux besoins non ou mal pourvus localement _activité de recyclage, tourisme durable, écoconstruction, alimentation locale issue de l'agriculture propre, artisanat local, service à la personne...), par secteurs géographiques, etc...selon les besoins définis en commun par les parties prenantes. La ligne de conduite collective étant d'être mieux et pleinement au service de l'intérêt général.

Ce processus de coopération, ou de co-construction, implique donc des temps d'échange, de dialogue, de réalisation de grille d'évaluation commune, où le premier besoin du faire ensemble est le temps. C'est un processus qui va bien au-delà de la collaboration qui "se limite" à un objectif d'efficacité et d'utilité dans un rapport vertical, alors que la coopération se pense horizontalement, dans la

² p.19 : Jean, M, *La participation à un réseau professionnel modifie-t-elle les pratiques de coopération des acteurs du spectacle vivant ?*, mémoire de recherche-action de Master 2 Manager d'organisme à vocation sociale et culturelle. Définition : une mise en commun volontaire, autour d'un projet (artistique, mise en réseau...), par idéologie de l'Économie Sociale et Solidaire. Stade 2 des pratiques coopératives (en différenciation de « mutualiser » : une mise en commun de moyens _humains ou matériels_, de façon volontaire, née d'une nécessité bien souvent économique. Stade 1 des pratiques coopératives).

³ Amblard H., Bernoux P., Herreros G., Livian Y-F., *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*, Paris, Éditions Seuil, p.274.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

construction commune d'un processus, ayant pour but de résoudre les problèmes existants, tout en mettant les moyens (intellectuels et matériels) de réaliser les aspirations collectives⁴.

Ce repensé économique conduit à une dynamique sociale et sociétale avec une ré-affectation des activités et donc de lieux de vie impliquant une répartition mieux équilibrée de la population sur ces territoires, de services mieux adaptés aux besoins et aspirations (aides à la personnes, politique de transport public...) permettant un développement économique pourvoyeur d'emplois, impactant qualitativement le quotidien de vie (meilleur niveau de vie, service de proximité, qualité de l'environnement, estime de soi et de sa culture...). C'est pourquoi ce travail de recherche, qui a pour socle l'ESS, philosophie sociétale impactant les sphères sociales comme économiques et politiques, est un travail d'économie politique puisqu'il aborde l'économie dans toutes ses dimensions quant à la vie de la cité.

Pour mettre en œuvre cette coopération, la seconde partie de notre travail portera sur cette prospective⁵ de praxis, appuyée sur les caractéristiques identifiées d'ESS antillaise, afin de correspondre à des modes de faire faisant sens car inscrits dans la patrimonialité des Caraïbes françaises. Réfléchir à une praxis (au sens de praxis instituante de P.Dardot⁶), c'est s'inspirer de ce qui existe, de ce qui marche (comme tirer les leçons de ce qui n'a pas fonctionné) et de faire avec _avec les besoins et les nécessaires se faisant jour pour créer, ajuster, une nouvelle forme de faire_, adaptée tant aux spécificités locales qu'aux aspirations d'un mieux faire ensemble, pour le Commun⁷, dans une démarche de changement de paradigme économique.

⁴ Nous nous m'inspirons là des propos de J.Ballon dans son rapport doctoral post cité (p.10) .

⁵ Parag 4 : « Démarche de connaissance pour l'action, la prospective est une activité de synthèse qui se nourrit de la recherche pour aiguïser sa fonction critique et construire des visions d'avenir. Elle procède généralement par extrapolation de tendances lourdes et repérage des signaux faibles, porteurs de germes de futurs. Tout au long du processus de réflexion-action, elle procède à l'agencement d'une variété d'outils en associant une diversité d'acteurs. », in : Heurgon Édith, « Préface. Prospective & co-construction de stratégies territoriales face aux mutations des sociétés », dans : Isabelle Laudier éd., *Prospective et co-construction des territoires au XXIe siècle*. Paris, Hermann, « Colloque de Cerisy », 2020, p. 5-17. DOI : 10.3917/herm.laudi.2020.01.0007. URL : —9791037002143-page-5.htm, consulté le 06/11/2021

⁶ p.13: P.Dardot, *La pratique instituante* , https://www.academia.edu/52803471/La_praxis_instituante, consulté le 02/11/2021, 21p.: « « instituer » consiste à faire exister ce qui n'était pas là auparavant, donc à créer du nouveau, mais toujours à partir de ce qui existe déjà, donc à le faire dans des conditions qui sont définies par l'institué préalable. La praxis instituante est donc cette activité consciente qui établit quelque chose de nouveau à partir de ce qui est déjà institué [...] une praxis instituante du commun réunit trois traits distinctifs : tout d'abord, elle part toujours d'un « trouvé-déjà-là » qui a la forme d'un institué plus ou moins rigide ; ensuite, elle est irréductible à la simple application de règles techniques dans la mesure où l'invention des règles d'un commun requiert la codécision et la codécision collectives la plus large ; enfin, elle accomplit une altération réciproque des participants qui génère un nouveau sujet collectif, le sujet de tel ou tel commun, loin qu'un tel sujet préexiste à cette altération. »

⁷ En s'inspirant de la définition donnée par H.Defalvard : Parag 10 : « Les communs sociaux constituent un modèle pour penser la manière dont aujourd'hui certaines des réalités de l'économie sociale et solidaire recouvrent plus ou moins la définition des communs telle qu'elle a été popularisée à la suite des travaux d'Elinor Ostrom (1990). Selon cette définition (Coriat, 2015), un commun est une organisation sociale des ressources additionnant trois critères : la mise en commun de la ressource, l'institution de droits distribués dont le droit d'usage de la ressource pour les commoneurs, l'auto-gouvernement par les commoneurs du contrôle et des conflits dans la gestion de la ressource. Par rapport à cette définition de base, les communs sociaux ajoutent trois nouvelles caractéristiques. Premièrement, les ressources mises ou produites en commun sont attachées à un droit universel d'accès qui les range parmi les biens fondamentaux du bien-vivre. [...] telles que la santé, la culture, l'énergie, le logement, la mobilité, l'alimentation, l'éducation, l'emploi. Deuxièmement, les communs sociaux permettent sur un territoire donné l'accès réel ou concret aux ressources mises ou produites en commun [...] Troisièmement, enfin, cette transformation est établie par des facteurs (individuels ou collectifs) de conversion démocratique [...] » ; in : Defalvard Hervé, « II. L'économie sociale et solidaire à l'âge du translocalisme des communs », dans : Isabelle Laudier éd., *Prospective*

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Ainsi, après avoir rappelé les cadres législatifs nationaux s'appliquant à ces territoires et décisions des politiques locales favorables aux dynamiques translocales, nous nous appuyerons sur les supports théoriques répondant à ces exigences de faire ensemble que sont le fruit des études des associations des politiques publiques et de l'ESS, de l'action Collective d'inspiration d'E.Ostrom⁸, et de l'économie de la Fonctionnalité & de la Coopération⁹. Ce cadre théorique permettra de nourrir l'analyse de pratiques de coopération déjà expérimentées, sur le territoire national, telles que sont les PTCE¹⁰ et SCIC¹¹, par exemple. Ce premier corpus sera enrichi du dépouillement de questionnaires et entretiens réalisés sur notre terrain d'étude, auprès, d'une part, de dirigeant-e-s d'organismes d'ESS, d'autre part, d'acteurs-ices mobilisables comme les politiques et institutionnels impulseurs potentiels des conditions possibles de coopération.

Une fois réunie, tous ces éléments serviront de terreau pour nourrir le second pan de ce travail de recherche, à savoir réfléchir à proposer une praxis antillaise.

Cette trame méthodologique de coopération permettra la co-construction d'un développement local responsable et équitable martiniquais et guadeloupéen à l'échelle infra et extra-territoriale.

Pour rappel, le premier pan de ce travail est de caractériser l'ESS Antillaise. Les deux étant nécessaires l'un à l'autre ; le premier nourrissant le second ; le second offrant un avenir de déploiement au premier.

Ce travail a pour ambition d'offrir le support méthodologique d'un changement de paradigme économique, et plus largement sociétal, devenu autant nécessaire qu'urgent à mettre en œuvre (crise climatique, crise sociétale exacerbée). Notre recherche prospective fournira un outil appropriable par les acteurs-ices des territoires pour lesquels il est conçu, car s'appuyant sur un socle de pratiques et principes profondément inscrits dans le patrimoine culturel populaire de ceux-ci. Proposer cette méthodologie n'a, en effet, d'à-propos que si elle fait sens pour les concernables. L'objectif pratique visé de ce travail est donc de proposer une praxis qui tire les leçons des expérimentations existantes, ou ayant existées, sur le territoire national, y associant les thématiques et pratiques spécifiques à ces territoires martiniquais et guadeloupéen permettant une mise en œuvre pertinente et facilitante quant à leurs besoins et aspirations.

et co-construction des territoires au XXI^e siècle. Paris, Hermann, « Colloque de Cerisy », 2020, p. 187-195. DOI : 10.3917/herm.laudi.2020.01.0189. URL : <https://www.cairn.info/prospective-et-co-construction-des-territoires—9791037002143-page-187.htm>, consulté le 07/11/2021.

8 Paragraphe 33 : « [...] la gouvernance des communs est un projet politique qui nécessite une action de délibération et d'apprentissage pour contribuer à la pérennité des arrangements institutionnels. Des facteurs participant à l'action collective, comme la communication sur laquelle Ostrom insiste tant, vont dans le sens de cette aspiration démocratique. La communication, la confiance, la réputation et la réciprocité sont alors étudiées comme des éléments qualitatifs absents des modèles de première génération et pourtant déterminants, car ils sont au fondement du lien social inscrit dans les activités économiques. », in Isauralde Magdalena, « L'approche comportementale de l'action collective chez Elinor Ostrom : quels prolongements pour l'économie sociale et solidaire ? », *Revue Française de Socio-Économie*, 2015/1 (n° 15), p. 97-115. DOI : 10.3917/rfse.015.0097. Consulté le 22/03/2022 : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-socio-economie-2015-1-page-97.htm>

9 Définition : « [...] vise à concilier intérêts économiques, sociaux et environnementaux en mettant au centre de l'organisation les effets utiles produits plutôt que la vente en grande quantité de biens ou de services. » ; Consulté le 22/03/2022 sur <https://www.ieefc.eu/ressource-economie-de-la-fonctionnalite/quest-ce-que-lefc/>

10 Pôle Territorial de Coopération économique

11 Société Coopérative d'Intérêt Collectif.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Ce travail n'est donc pas un travail d'économie écologique pour promouvoir un développement durable dans les territoires étudiés, mais un travail d'économie sociale et solidaire pour promouvoir, penser, un écodéveloppement des Antilles, tout en gardant en vigilance de possibles instrumentalisation identitaires. C'est, donc, en ayant en arrière-plan mental cette attention, que ce travail se pense dans une prise en compte plus mondiale de ces changements, en n'excluant pas l'axe complémentaire de possibilité d'un développement exogène de ces territoires, en commençant par une inscription, une réflexion, de co-développement à une échelle plus proche : l'échelle régionale (au sens espace Caraïbe-Amérique). Il est en effet évident aujourd'hui, dans la mondialisation qui est la nôtre, qu'il n'est pas question d'envisager un développement économique excluant le/la consommateur-ice de bénéficier de ce qui se fait, et lui fait envie, à travers le monde, mais, de l'intégrer aux offres accessibles dans les normes du commerce équitable. Cette question du comment ne fera cependant pas partie de ce travail réflexif, même si dans une perspective de changement de paradigme, la question de l'accès aux biens mondialisés, leur intégration dans une pensée économique plus globale reste sous-jacente. Concrètement, ce travail est ici de porter la réflexion à stimuler un développement endogène, tout en tenant compte de l'inscription de ces territoires dans le "Tout-monde"¹².

Ce travail de recherche, s'attache donc à imaginer comment l'ESS, qui porte en elle un idéal sociétal, peut-être l'élément dynamique de cette évolution, la coopération, à l'échelle territoriale, en étant le moteur. Il a à la fois une focale locale à travers l'identification des caractéristiques de l'ESS Antillaise socle de la praxis recherchée (qui pourra demander, dans un travail complémentaire ultérieur, à être élargie, à un ensemble plus grand, tel que la Caraïbe, pour sa dimension d'appartenance régionale géographique et culturelle plus large de ces territoires) et une focale plus générale en s'inscrivant dans des travaux, des dynamiques de recherches, des mises en œuvre pratiques à l'échelle nationale, voire internationale.

Ce travail sera le vecteur de cette transition grâce à une méthodologie de co-construction intégrant une réflexion de coopération interorganisationnelle¹³ et d'innovation sociétale. Notre thèse alimentera la possible mise en œuvre du passage d'une économie prédatrice où la praxis que nous entendons construire aboutirait à celle d'un développement responsable, adaptée aux spécificités et aspirations locales, passage que nous qualifierions d'innovation sociale de rupture¹⁴.

¹² Nous inspirant ici de l'idéologie, pour ce terme, d'E. Glissant : <http://www.edouardglissant.fr/toutmonde.html>, consulté le 29/04/2022

¹³ p.10/207 : Justine Ballon. *Coopérer pour transformer. La coopération interorganisationnelle, levier pour les écosystèmes d'innovations sociales ?*. [Rapport de recherche] Université de Poitiers (France); Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de l'Université de Poitiers; Laboratoire commun Destins. 2022. (hal-03625381) : « coopération au niveau mésoéconomique, au sens où il s'agit d'analyser les relations entre des organisations portant un projet d'innovation sociale (Ballon et Celle, 2021). »

¹⁴ p.8/207 : Justine Ballon. *Coopérer pour transformer. La coopération interorganisationnelle, levier pour les écosystèmes d'innovations sociales ?*. [Rapport de recherche] Université de Poitiers (France); Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de l'Université de Poitiers; Laboratoire commun Destins. 2022. (hal-03625381) : « le résultat d'un système d'interactions d'acteurs engagés au travers d'une dynamique d'innovations complexe qui repose sur un changement de paradigme, sur une volonté de changer fondamentalement l'appréhension d'une problématique de société ou des solutions qui doivent lui répondre, dans une perspective d'intérêt général. Elle

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Ainsi, notre objectif, avec cette thèse, n'est rien de moins que de contribuer à faire passer l'ESS des Caraïbes françaises du stade d'une alternative au socle d'un choix collectif des sociétés martiniquaises et guadeloupéennes centrées sur l'intérêt général, mieux équitables pour les êtres humains comme pour l'environnement. Territoires s'inscrivant ainsi dans le passage à un développement pérenne pour l'Humanité et responsable envers notre planète.

Mots-clés :

Coopération – ESS – Martinique - Guadeloupe – Praxis - Transition – développement local responsable.

s'incarne au travers d'un changement de cadres institutionnels, réglementaires, cognitifs. La combinaison des innovations qu'elle induit (en termes de nouveaux services, produits ou technologies, modèles économiques et organisationnels, normes ou politiques publiques) fonde une rupture avec l'existant qui est objectivable, repérable, quand bien même elle s'inscrit dans un processus de transformation des pratiques sociales. »

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Bibliographie indicative:

- Chanteau.J-P, Labrousse.A., 2014, *L'institutionnalisme méthodologique d'Elinor Ostrom : quelques enjeux et controverses*, Revue de la régulation [En ligne], 14 | 2e semestre / Autumn 2013, DOI : 10.4000/regulation.10555, consulté le 14 octobre 2021 sur <http://journals.openedition.org/regulation/10555> .
- Dardot.P. Laval.C, 2014, *Commun : Essai sur la révolution au XXIème siècle*, La Découverte.
- Defalvard.H., 2020, « II. L'économie sociale et solidaire à l'âge du translocalisme des communs », in Isabelle Laudier éd., *Prospective et co-construction des territoires au XXIe siècle*. Paris, Hermann, « Colloque de Cerisy », p. 187-195. DOI : 10.3917/herm.laudi.2020.01.0189. consulté le 07/11/2021 sur <https://www.cairn.info/prospective-et-co-construction-des-territoires—9791037002143-page-187.htm>.
- Isaurralde.M, *L'approche comportementale de l'action collective chez Elinor Ostrom : quels prolongements pour l'économie sociale et solidaire ?*, Revue Française de Socio-Économie, 2015/1 (n° 15), p. 97-115. DOI : 10.3917/rfse.015.0097. Consulté le 22/03/2022 sur <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-socio-economie-2015-1-page-97.htm>
- Laudier.I éd., 2020 , *Prospective et co-construction des territoires au XXIe siècle*. Paris, Hermann, « Colloque de Cerisy », p. 153-162. DOI : 10.3917/herm.laudi.2020.01.0155. consulté le 06/11/2021 sur <https://www.cairn.info/prospective-et-co-construction-des-territoires—9791037002143-page-153.htm>,
- Parra.C., *De l'économie du bien commun à l'économie solidaire*, Université Abat Oliba CEU. Chaire d'Économie Solidaire, consulté le 07/01/2022 sur https://base.socioeco.org/docs/3_4_parra.pdf.
- Justine Ballon. *Coopérer pour transformer. La coopération interorganisationnelle, levier pour les écosystèmes d'innovations sociales ?*. [Rapport de recherche] Université de Poitiers (France); Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de l'Université de Poitiers; Laboratoire commun Destins. 2022. [hal-03625381](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03625381), consulté le 28/04/2022 sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03625381/document>